



Europe & démocratie

Pour une nouvelle Union Européenne
proche des européennes et européens

L'Union européenne indispensable mais méconnue

Pour les écologistes, l'Union européenne, et plus largement l'Europe, est le bon cadre pour faire face à la mondialisation, au monde de la finance tout puissant au dumping social et environnemental, au dérèglement climatique, à la perte de biodiversité et à la surconsommation des ressources. En somme, pour promouvoir la démocratie, la paix, le respect des droits humains et la protection de l'environnement.

L'Union européenne est précieuse mais elle souffre du désintérêt, de l'indifférence, de la méfiance voire de l'hostilité des populations européennes. Cela ne vient pas de nulle part. Les citoyen-ne-s français-e-s sont ceux qui se déclarent le plus comme étant mal informé-e-s sur les questions européennes, mais ils souhaiteraient aussi être plus informés sur l'actualité de l'Union européenne.

Pour permettre à l'Union européenne de jouer pleinement son rôle, il est urgent de la refonder et de réformer ses institutions pour parachever sa construction politique et institutionnelle, répondre au déficit démocratique, à l'immobilisme politique propre aux règles décisionnelles de l'Union européenne, du manque de visibilité et de transparence de l'action politique européenne.

Nous devons débloquer l'Union en lui redonnant les moyens de vraiment porter des politiques répondant aux besoins des Européen.ne.s. Nous souhaitons une profonde réforme des institutions et des traités, un saut fédéral européen accompagné par un vaste mouvement de démocratisation.

Pour une Union européenne plus démocratique, plus participative et plus citoyenne

Toute modification des traités de l'Union européenne requiert une majorité des États membres. La première étape est donc d'agir dans le cadre des traités actuels. Nous amènerons l'Europe à être un espace d'action politique fort pour la protection de notre environnement, de la démocratie et des solidarités entre citoyen-ne-s européen-ne-s. Nous défendrons la mise en place de listes transnationales pour les élections européennes, en complément des listes nationales. Nous défendrons le principe selon lequel le-la future présidente de la Commission européenne devra être choisie parmi les têtes de listes transnationales des différents partis politiques européens. Le/la Commissaire européen Français-e sera proposé parmi les député-e-e européen-ne-s

élu-e-s. Ces deux décisions permettront aux citoyen-ne-s européen-ne-nes d'avoir une véritable influence, non seulement sur la composition du Parlement européen, mais aussi celle de la Commission européenne.

Nous porterons haut l'exigence de transparence et de contrôle démocratique : les ministres d'un gouvernement écologiste se présenteront systématiquement devant les Commissions des Affaires européennes de l'Assemblée nationale et du Sénat avant et après une réunion du Conseil de l'UE, les amenant à rendre des comptes sur leur action au Conseil de l'UE. Nous nous opposerons aux conflits d'intérêts. Enfin, nous demanderons l'activation de l'ensemble des clauses, présentes dans les traités européens, qui permettent de faire passer certains domaines de la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée. Nous nous opposerons aussi à ce que les institutions européennes se voient retirées une partie de leur pouvoir à agir et légiférer par la signature de traités de libre-échange qui, via les mécanismes d'arbitrage, donnent le pouvoir aux multinationales.

Mais cela ne sera qu'une première étape. Nous souhaitons ensuite avoir recours à la démocratie directe pour réécrire les traités européens et donner une Constitution à l'Union européenne. Nous demanderons la mise en place d'une grande Convention constituante pour l'Union européenne, distincte des institutions européennes existantes et composées de personnes élues directement par les européen-ne-s et des citoyen-ne-s tiré-e-s au sort chargée de proposer une constitution pour l'Europe. Cette constitution sera soumise à un référendum pan-européen, devant réunir une double majorité de pays et de citoyen-ne-s. La démocratie doit s'incarner en premier lieu par l'exercice du pouvoir par les citoyen-ne-s, qui eux-elles seul-es sont en capacité de fonder l'Europe qu'ils veulent et d'opérer la refonte complète du cadre institutionnel actuel.

La troisième étape est de renforcer le fonctionnement démocratique de l'Europe, au-delà de la constituante. Les citoyen-ne-s d'Europe doivent obtenir le droit inaliénable de faire évoluer facilement et à tout moment le cadre des politiques qui déterminent leur quotidien. Les outils démocratiques, comme l'initiative citoyenne européenne, doivent être révisés pour être réellement utilisés par les citoyen-ne-s et les institutions européennes. Nous défendrons l'idée que notre démocratie européenne doit impérativement intégrer la responsabilité de l'humain vis-à-vis de la nature, et considérer cette dernière comme un véritable partenaire.

Construire la démocratie et remettre l'Europe à la portée de ses citoyen-ne-s n'est pas qu'une question d'élections et de mode de scrutin. C'est aussi encourager, dès maintenant, le développement d'une citoyenneté européenne. L'engagement des citoyen-ne-s ne pourra pas se faire sans un renforcement de l'éducation civique à l'Europe et sans des médias et une information indépendante sur l'Europe. L'information sur l'Europe sera renforcée dans le service public audiovisuel. Plus encore, nous voulons que les citoyen-ne-s deviennent acteurs de l'avenir de l'Union. Enfin, nous voulons reconstruire, ensemble, le sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui a fait naître le projet européen.

La démocratisation des institutions européennes est une condition sinéquanone aux

transferts de compétences au bénéfice de l'Union.

Nos propositions

Agir dans le cadre des traités actuels pour une Europe plus démocratique et plus éthique. Nous défendrons le fait que le Parlement européen soit élu par un mix de listes transnationales et nationales, pour que le-a président-e de la Commission européenne soit élu-e parmi les têtes de listes transnationales des partis politiques européens. Nous mettrons fin au vote à l'unanimité au Conseil de l'UE dans tous les domaines où de telles clauses existent (politique sociale, fiscale, etc..) ce qui redonnera un vrai pouvoir d'action à l'UE dans ces domaines. Les ministres écologistes rendront des comptes sur leur action européenne en se rendant devant les Commissions des Affaires européennes de l'Assemblée Nationale et du Sénat avant et après chaque réunion du Conseil de l'UE. Nous mettrons fin aux accords de libre-échange, qui donnent le pouvoir aux multinationales plutôt qu'aux citoyen.ne.s en permettant à ces firmes de recourir à des règles instaurées par des tribunaux d'arbitrage privés. Nous renforcerons les règles de transparence dans les institutions européennes, lutterons contre les conflits d'intérêt et le pantouflage et protégerons les lanceurs d'alerte.

Refonder les Traités en mettant en place une Convention européenne constituante, qui aura pour mission de rédiger un nouveau Traité fondateur, validé par un référendum européen avec un résultat à la double majorité qualifiée des citoyen-ne-s et des États membres. Nous proposerons l'adoption d'un Traité environnemental européen qui placera les objectifs de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement au-dessous des règles budgétaires ou de concurrence européennes.

Renforcer la participation des citoyen-ne-s européen-ne-s. Nous porterons une réforme de l'initiative citoyenne européenne en abaissant le nombre de signatures nécessaires, en facilitant son accès et en refusant les initiatives contraires aux droits fondamentaux de l'Union européenne. Nous porterons l'idée de créer des conventions citoyennes européennes permettant de proposer directement de nouvelles normes européennes.

Commission Europe